

FRACTURES FRANÇAISES 2020

Un paysage national de plus en plus sombre

L'angoisse face à l'épidémie de Covid-19 s'est ajoutée à une situation déjà incertaine et au déclinisme persistant d'une grande partie de la population

Installée depuis longtemps sur des sommets de défiance à l'endroit de ses dirigeants et de scepticisme envers la mondialisation, connaissant des pics d'anxiété quant à son avenir, l'opinion française s'est cette année retrouvée face à un gouffre: celui de l'épidémie de Covid-19. Une période où l'incertitude s'est ajoutée aux angoisses et au déclinisme persistant d'une grande partie de la population. Difficile pour le pouvoir exécutif de préparer «la France de 2030», l'ambition du plan de relance annoncé le 3 septembre, alors que les citoyens ont à nouveau les yeux rivés sur les courbes des cas de contamination ou sur un premier ministre obligé, vendredi 11 septembre, de lancer un appel «solennel» au «sens des responsabilités» face à la «dégradation manifeste» de la situation.

L'enquête annuelle «Fractures françaises», réalisée depuis 2013 pour Le Monde par Ipsos-Sopra Steria, en partenariat avec le Centre d'études de la vie politique française (Cevipof), la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut Montaigne, décrit donc un paysage national de plus en plus sombre. Le coronavirus a fait irruption dans la réalité quotidienne des Français et l'obsession liée à sa propagation renforce le besoin d'autorité et de protection vis-à-vis de l'extérieur, et la méfiance à l'encontre de la mondialisation.

Paradoxalement, cette situation rapproche les Français de certains échelons. «Depuis plusieurs années, il y a une petite musique sur la défiance de plus en plus grande des Français, et c'est un constat juste, analyse Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos. Mais, plus la crise est forte, plus l'angoisse est

importante, plus les Français demandent de la protection et se raccrochent à des institutions dont ils estiment qu'elles ont dernièrement tenu le choc, joué un rôle positif et les ont protégés. C'est le cas des grandes entreprises, de l'Union européenne dans une moindre mesure et, même, du monde politique au niveau national.»

Après une baisse enregistrée en 2017, dans la foulée de l'élection d'Emmanuel Macron, le sentiment de déclin national est en nette hausse. Ainsi, 78 % des Français pensent que leur pays est sur une pente descendante (+ 5 points par rapport à 2019). Un sentiment sans doute renforcé par la situation épidémique, puisque 49 % des sondés placent le Covid-19 parmi leurs trois préoccupations majeures, devant le pouvoir d'achat (39 %), l'avenir du système social (37 %), la protection de l'environnement (36 %).

CONTEXTE ANXIOGÈNE

En cette rentrée, malgré la multiplication du nombre de nouveaux cas de contamination, ce sont les conséquences économiques qui inquiètent le plus (66 %, contre 34 % pour les conséquences sanitaires), et les sondés font plutôt confiance à l'exécutif pour gérer une éventuelle «deuxième vague» (52 % estiment qu'elle sera mieux gérée, 9 % moins bien gérée, 39 % ni l'un ni l'autre.) Malgré l'activisme d'une frange plotiste, les Français sont en demande d'annonces fortes: 45 % des personnes interrogées jugent que les mesures mises en place sont «insuffisantes» (40 % «au bon niveau», 15 % «excessives») et 80 % sont favorables au port du masque «dans tous les espaces publics».

Dans ce contexte hautement anxiogène, le niveau de confiance envers certaines institutions se maintient (les PME à 81 %, l'armée à 80 %, l'école à 76 %, les scientifiques à 75 %). Fait inédit et plus étonnant, l'appréciation de certains acteurs plutôt décriés remonte (les grandes entreprises à 47 %, + 13 points; l'Union européenne 42 %, + 6; les banques 40 %, + 10; la présidence de la République 36 %, + 6). Près de 74 % des sondés disent aussi s'inspirer des valeurs du passé (+ 5 points) et 82 % estiment qu'«on a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre» (+ 3), tout en ne remettant pas en cause la démocratie (67 % pensent qu'il s'agit du «meilleur système possible», en augmentation de 3 points).

Cette nostalgie et ce recentrage s'accompagnent d'une inquiétude de plus en plus grande à l'égard de ce qui semble loin ou plus flou. Une tendance majeure depuis quelques années, mais sans doute amplifiée par une épidémie qui a provoqué la fermeture des frontières. Ainsi, 60 % des personnes interrogées considèrent-elles que «la mondialisation est une menace pour la France» (+ 3) et 65 % que le pays «doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui» (+ 4).

Une inquiétude qui renforce les attentes envers l'Etat, en première ligne depuis le début de la crise. Dans l'enquête, 55 % des sondés estiment que «pour relancer la croissance, il faut renforcer le rôle de l'Etat dans certains secteurs jugés porteurs ou stratégiques» (+ 7 points) et 61 % qu'il faut «aller vers plus de protectionnisme pour protéger les entreprises françaises» (+ 6). Une demande à laquelle tentent de ré-

pondre l'Elysée et Matignon. Après avoir soutenu les entreprises en difficulté à travers son plan de soutien économique d'urgence, le gouvernement a prévu dans le plan de relance d'investir 3 milliards d'euros pour consolider le capital des TPE et PME. Ces sujets économiques très clivants s'accompagnent de nombreuses ambiguïtés très françaises. Si 60 % du panel considère qu'il «faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres» (+ 3), 46 % approuve dans le même

Le macronisme devient moins libéral sur le plan économique

DANS SON DISCOURS du 14-juillet dernier, Emmanuel Macron a revendiqué «croire au dépassement politique». Selon le chef de l'Etat, cela signifie qu'en période de crise sanitaire, «les Françaises et les Français ne posent pas la question de savoir si le soin est de gauche ou de droite. Quand la relance arrive, ils demandent qu'elle soit efficace et juste, ils ne demandent pas qu'elle soit de gauche ou de droite.» Par ces mots, le chef de l'Etat rappelle que le clivage gauche-droite n'est pas au cœur de sa doctrine d'action publique. Que sa politique, en particulier celle face à l'urgence, ne serait pas dictée par des considérations idéologiques.

Les prétentions présidentielles sont-elles partagées par son électoral? L'enquête «Fractures françaises» 2020 donne quelques indications. Libéraux sur le plan économique et culturel, les soutiens d'Emmanuel Macron en 2017 formaient le cœur d'une société ouverte, par opposition aux formations politiques prônant le protectionnisme économique, le chauvinisme redistributif ou encore la priorité nationale. A défaut de savoir précisément si ces soutiens appartenaient au

centre, à la deuxième gauche ou à une droite libérale orpheline de leaders – ou aux trois à la fois –, le macronisme se voulait avant tout un syncrétisme de doctrines disparates. Trois ans plus tard, et six mois après une crise d'une ampleur inédite, l'électorat du chef de l'Etat maintient un positionnement culturel libéral, mais il semble renoncer à certains principes inhérents au libéralisme économique pour rallier à l'Etat social.

Inflexions à l'œuvre

De l'ensemble des personnes interrogées, ce sont les partisans de La République en marche (LRM) qui ont le plus évolué sur la question de la mondialisation. Ils ne sont plus désormais que 67 % à la considérer comme une opportunité pour la France, contre 81 % en 2018. Pis encore, ils ne sont plus que 53 % (contre 73 % en 2019) à penser que la France doit davantage s'ouvrir au monde. Sur ce point, leurs opinions convergent avec celles des sympathisants d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) et du Parti socialiste (PS). Autre surprise, alors que le rôle de l'Etat comme acteur de production de richesse n'était jusqu'alors pas

central dans la doctrine des «marcheurs», ils sont désormais 68 % à souhaiter renforcer son rôle dans certains secteurs de l'économie jugés porteurs ou stratégiques, + 27 points par rapport à 2018. Enfin, ils sont 49 % à privilégier le protectionnisme pour favoriser l'activité des entreprises (+ 29 points en un an).

Côté justice sociale, l'électeur macroniste semble avoir découvert les vertus de l'Etat interventionniste. Quelque 45 % soutiennent que «pour rétablir la justice sociale, il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres», soit une hausse de 16 points par rapport à 2019. Sur le terrain culturel, les mesures de tolérance vis-à-vis des autres, des droits pour les minorités visibles ou de la place des femmes, l'électorat de LRM se caractérise par des valeurs nettement plus progressistes que la moyenne des Français.

Mais certaines évolutions vers un recentrage conservateur méritent d'être soulignées. Il en est ainsi de la place des étrangers en France: pour 52 % des «marcheurs», ils sont trop nombreux (contre 39 % en 2019) et 95 % jugent que la notion d'autorité est trop souvent critiquée (7

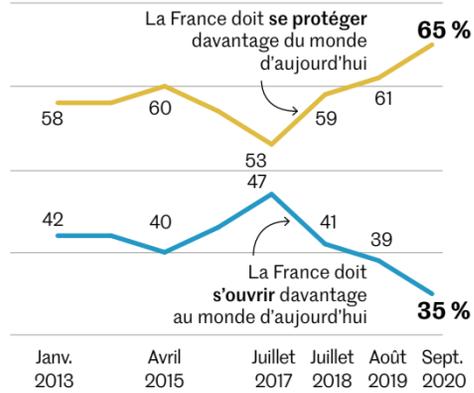
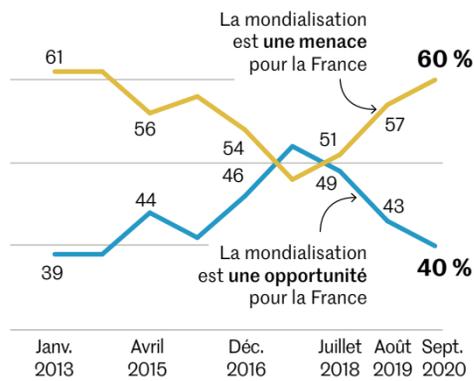
points de plus que la moyenne et 15 points de plus que les partisans socialistes et écologistes). En revanche, l'électorat macroniste affiche une tolérance vis-à-vis de la religion musulmane bien supérieure à l'électorat de droite et du Rassemblement national (RN). En effet, 53 % des proches de LRM considèrent que l'islam véhicule des valeurs compatibles avec celles de la société française (contre 23 % pour Les Républicains (LR), 14 % pour le RN, 52 % pour le PS et 60 % pour EELV).

La crise du Covid n'a pas totalement rebattu les cartes du positionnement idéologique des Français mais des inflexions sont à l'œuvre. L'électeur d'Emmanuel Macron reste le plus ouvert, optimiste et confiant. Celui de Marine Le Pen le plus fermé, pessimiste et défiant. Cette opposition binaire, que certains prédisent de nouveau pour l'élection présidentielle de 2022, résistera-t-elle à une compétition idéologique sur deux nouveaux fronts? LRM contre LR sur le terrain économique, et LRM contre le bloc social-écologiste sur celui du libéralisme culturel. ■

MARTIAL FOUCAULT
(DIRECTEUR DU CEVIPOF)

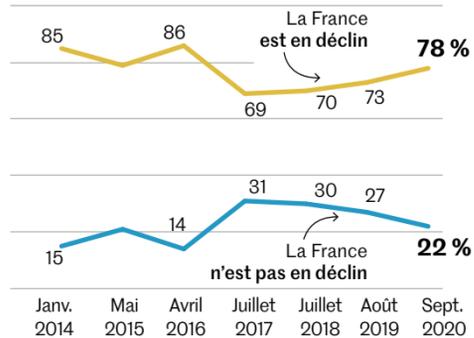
Mondialisation

Avec laquelle de ces opinions êtes-vous le plus d'accord ?



Perception de l'avenir

Avec laquelle de ces opinions êtes-vous le plus d'accord ?



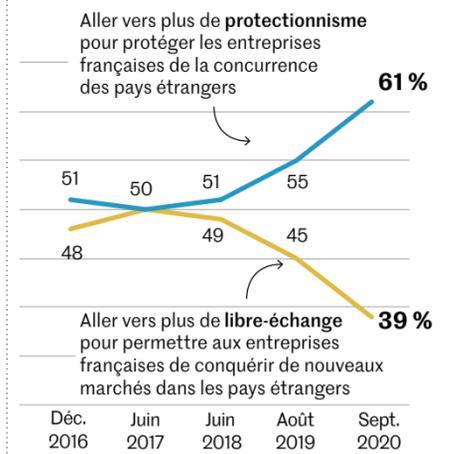
Sondage effectué du 1^{er} au 3 septembre 2020, par Internet, sur 1 030 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération). Sources : Ipsos - Sopra Steria pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès, l'Institut Montaigne et le Cevipof • Infographie Le Monde

«PLUS LA CRISE EST FORTE, PLUS L'ANGOISSE EST IMPORTANTE, PLUS LES FRANÇAIS DEMANDENT DE LA PROTECTION»

BRICE TEINTURIER
directeur général délégué d'Ipsos

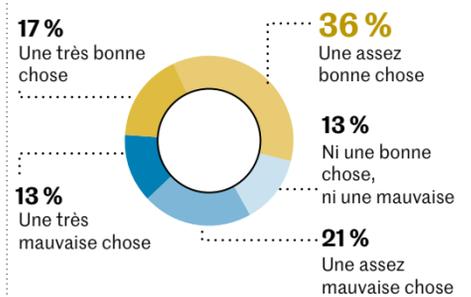
Relance économique

Pour relancer l'activité des entreprises, que faut-il faire selon vous ?



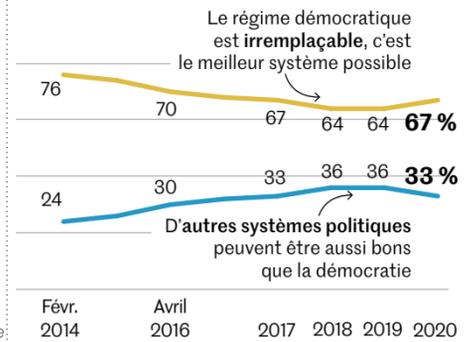
Europe

Tout bien considéré, diriez-vous que l'appartenance à l'Union européenne est ?



Démocratie

De manière générale, diriez-vous que... ?



temps l'idée que «plus il y a de riches, plus cela profite à l'ensemble de la société», validant ainsi la théorie très macroniste du «ruissellement» et des «premiers de cordée». Une opinion en augmentation de 6 points.

Au milieu de ces débats fortement marqués par la crise sanitaire et économique, d'autres préoccupations tiraillent la société et resurgissent dans les indicateurs. Certains faits divers ont marqué la période estivale, et le ministre de l'intérieur a évoqué un «ensauvagement» de la société, provoquant une polémique jusque dans les rangs du gouvernement.

NERVOUSITÉ SOCIALE

Pour pouvoir faire des comparaisons avec 2019, une moitié du panel a été interrogée sur ses préoccupations sans tenir compte du Covid-19. Dans cette configuration, 49 % de ces sondés placent «la montée de la délinquance» dans leurs trois premiers motifs d'inquiétude (36 % si l'on ajoute le Covid-19 dans les items), soit une augmentation de 18 points. Un sentiment très fort chez les plus de 60 ans (57 %) et très faible chez moins de 35 ans (31 %). Cette nervosité sociale se traduit par une poussée inédite en faveur de la peine de mort (55 %, + 11).

Mais la question environnementale est également très haute. 77 % des sondés se disent ainsi prêts à accepter des changements dans leur «mode de vie» si le gouvernement l'exige. Un taux qui chute à 57 % lorsque l'on évoque d'éventuels «sacrifices financiers» pour les citoyens et les entreprises. Là aussi, cette préoccupation